World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Deuxième session ordinaire
Rome, 17–21 novembre 2025

Distribution: générale	Point 7 de l'ordre du jour
Date: 11 juillet 2025	WFP/EB.2/2025/7-A/9/DRAFT
Original: anglais	Questions opérationnelles – plans stratégiques de pays
	Pour décision

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (https://executiveboard.wfp.org/fr).

Projet de plan stratégique de pays – Ouganda (2026-2030)

Durée	1er janvier 2026-31 décembre 2030
Coût total pour le PAM	784 745 367 dollars É.-U.
Score au titre du cadre relatif à l'obligation de rendre compte des résultats*	2,7

* Le cadre relatif à l'obligation de rendre compte des résultats est un système de mesure des résultats qui comprend un suivi des programmes ainsi qu'un suivi financier et offre une méthode fondée sur les résultats pour l'élaboration de programmes axés sur l'être humain.

Résumé

Le plan Vision 2040 de l'Ouganda a pour objectif la transformation d'un pays à faible revenu, reposant sur une économie agraire, en société moderne et prospère à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. La priorité y est accordée à l'économie compétitive, à la promotion de l'égalité et de l'emploi, ainsi qu'à la croissance inclusive, avec l'espoir que, d'ici à 2040, le produit intérieur brut atteigne 581 milliards de dollars. et le revenu par habitant 9 500 dollars par an – 10 fois plus qu'actuellement.

En dépit de progrès notables sur le plan du développement ces dernières décennies, des problèmes de taille menacent la concrétisation de cette ambition. Quarante-deux pour cent des 49,5 millions d'habitants que compte l'Ouganda souffrent de pauvreté multidimensionnelle. Sachant qu'il est prévu que la population double d'ici à 2050, la demande de services s'accroît à un rythme plus rapide que l'offre: chaque année, 1 million de jeunes font leur entrée sur le marché du travail, avec pour conséquences l'intensification de la pression exercée en faveur de la création d'emplois et l'aggravation des vulnérabilités. Selon l'analyse fondée sur le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire réalisée en 2025, qui portait sur le Karamoja, 45 pour cent des ménages souffraient d'insécurité alimentaire aiguë et relevaient de la phase 3, ou pire, dans

Coordonnatrices responsables:

Mme V. Guarnieri
Sous-Directrice exécutive
Département des opérations liées aux programmes
courriel: valerie.guarnieri@wfp.org

Mme L. Landis
Directrice de pays
courriel: lauren.landis@wfp.org

cette sous-région. L'Ouganda accueille 1,9 million de réfugiés – plus que tout autre pays d'Afrique subsaharienne – et cette population continue de croître en raison de crises régionales prolongées.

Pour que des progrès soient accomplis sur la voie de l'autosuffisance et du développement du capital humain en Ouganda, il est vital d'assurer à la population un accès à des aliments sûrs, d'un coût abordable et nutritifs, de lui procurer des moyens d'existence résilients, de renforcer les systèmes alimentaires et d'étendre la portée des filets de sécurité. Le PAM organisera de manière stratégique ses interventions, par strates et phases successives et dans une optique intégrée; des synergies entre secteurs, systèmes, acteurs et territoires seront recherchées, et les efforts se concentreront sur les domaines dans lesquels l'impact de l'action menée sera susceptible d'être le plus marqué. On sollicitera la participation de divers partenaires, communautés, ainsi que du secteur privé et des institutions financières internationales, dans le cadre de démarches multisectorielles propres à répondre aux besoins urgents tout en remédiant aux facteurs structurels de la vulnérabilité; le PAM développera ainsi son rôle de facilitateur, apportant son appui au Gouvernement grâce à des programmes innovants, tenant compte des risques, qui viendront compléter les stratégies nationales.

Étayé par une réflexion de nature systémique et éclairé par les enseignements tirés du plan stratégique de pays pour 2018-2025, les évaluations pertinentes et le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (2026-2030), le présent plan quinquennal a pour visées l'élimination de la faim, le renforcement des partenariats mondiaux et l'exploitation des atouts propres du PAM aux fins de la réalisation de trois effets directs intégrés:

- *Effet direct 1*: Les réfugiés et les personnes touchées par une crise en situation de vulnérabilité en Ouganda ont un accès équitable à une alimentation sûre, suffisante et nutritive en prévision des crises, tant qu'elles durent et dans leur sillage.
- *Effet direct 2*: D'ici à 2030, les réfugiés et les Ougandais se trouvant dans les zones ciblées, en particulier les femmes et les jeunes, bénéficient d'un système alimentaire consolidé et de moyens d'existence diversifiés, qui renforcent leur résilience face aux chocs, leur permettent d'accroître leur consommation d'aliments sains et les aident à progresser vers l'autosuffisance.
- *Effet direct 3*: D'ici à 2030, les institutions gouvernementales et les autres parties prenantes ont amélioré les moyens et les systèmes mobilisés pour la protection sociale, les programmes de repas scolaires, la nutrition et la gestion des risques de catastrophe, ce qui renforce la sécurité alimentaire et rend possible le développement du capital humain tout au long du cycle de vie.

Le PAM agit à l'articulation de l'action humanitaire, du développement et de la paix, appliquant une démarche centrée sur l'individu qui privilégie la nutrition, la protection, l'égalité, la durabilité de l'environnement et la responsabilité dans le cadre de toutes les interventions menées. Dans le présent plan stratégique de pays, la priorité est accordée aux personnes et aux communautés marginalisées et exposées à des risques, l'objectif étant de rendre possibles des interventions collectives et durables en réponse à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, tout en accélérant la transition vers la prise en main de telles interventions par le Gouvernement.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour l'Ouganda (2026-2030) (WFP/EB.2/2025/7-A/9), pour un coût total pour le PAM de 784 745 367 dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation et évaluation des besoins du pays

1. En dépit d'avancées notables sur le plan du développement ces 15 dernières années, l'Ouganda demeure un pays à faible revenu[1], où une personne sur cinq vit au-dessous du seuil de pauvreté national (1 dollar par jour)[2]. Le taux de croissance de la population compte parmi les plus élevés du monde (occupant le sixième rang), et du fait que 47 pour cent des habitants sont âgés de 0 à 14 ans, le taux de dépendance économique est élevé (97,8)[3], ce qui exerce une pression considérable sur la population en âge de travailler[4]. L'agriculture est un secteur économique clé: il emploie 68 pour cent de la population active (principalement des femmes, qui représentent 76 pour cent de la main-d'œuvre agricole) et la plupart de l'activité s'y concentre dans de petites exploitations[5].

2. Selon l'indice de développement humain, l'Ouganda occupe le 159e rang sur 193 pays[6] et présente de graves lacunes en matière d'éducation et de santé[7]. Le taux de prévalence de la pauvreté multidimensionnelle est presque deux fois plus élevé dans les zones rurales que dans les zones urbaines. La sous-région du Karamoja demeure la plus pauvre: les deux tiers de sa population (1,45 million de personnes) vivent au-dessous du seuil de pauvreté national et 85 pour cent sont en situation de pauvreté multidimensionnelle[8]. Cette pauvreté persistante s'explique par un sous-développement chronique, des conflits, la faiblesse de l'infrastructure, l'instabilité des marchés et des soins de santé inadéquats. L'Ouganda est soumis à des inondations intenses, à des glissements de terrain et à des épisodes de sécheresse récurrents, ce qui menace les moyens d'existence et la sécurité alimentaire de la population dans les parties situées dans le nord et l'ouest du pays, la vulnérabilité étant la plus marquée dans le Karamoja[9].

3. En Ouganda, l'insécurité alimentaire demeure un problème qu'il est urgent de régler – souvent entretenu par des chocs climatiques, le prix élevé des produits alimentaires, une alimentation de piètre qualité et le retour saisonnier de nuisibles et de maladies. La production est hautement dépendante de systèmes d'agriculture pluviale qui sont exposés à l'évolution des régimes météorologiques, et elle pâtit d'infrastructures d'irrigation limitées, de faibles taux de mécanisation, de pratiques après récolte inadaptées et de possibilités restreintes d'obtenir des crédits[10]. Les femmes se heurtent à des obstacles persistants pour accéder à la propriété foncière et aux services de vulgarisation agricole, tout comme aux intrants, ce qui limite leur productivité et leurs moyens d'existence. Le Karamoja, où sont en outre commis des vols de bétail, est particulièrement touché: 45 pour cent de sa population souffre d'un degré élevé d'insécurité alimentaire aiguë, relevant de la phase 3 du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire, ou d'une phase supérieure, ce qui constitue l'un des taux les plus élevés enregistré dans le pays[11]. La prévalence de l'insécurité

[1] Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). 2023. Pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) – Liste mise à jour en juin 2023.

[2] Banque mondiale. 2023. Poverty & Equity Brief – Africa Eastern & Southern: Uganda.

[3] Cela signifie que pour 100 personnes en âge de travailler, on dénombre 97,8 autres personnes qui en sont dépendantes pour subvenir à leurs besoins.

[4] Central Intelligence Agency.2024. The World Fact Book: Country comparisons – population growth rate (consulté le 22 avril 2025).

[5] FAO. 2022. *National Gender Profile of Agriculture and Rural Livelihoods – Country Gender Assessment Series: Uganda*.

[6] Programme de Nations Unies pour le développement. Indice de développement humain (consulté le 18 mars 2025).

[7] Banque mondiale. 2025. Country overview: Uganda.

[8] Organisation des Nations Unies, Ouganda. 2025. *Analyse commune de pays: Ouganda* (non publiée).

[9] Ibid.

[10] Département du commerce des États-Unis d'Amérique, Administration du commerce international. 2025. Uganda - Country Commercial Guide.

[11] Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire. 2024. *IPC Acute Food Insecurity Analysis for Karamoja: March 2024 – February 2025*.

alimentaire parmi les réfugiés est alarmante: 62 pour cent des ménages en souffrent, contre 28 pour cent des ménages des communautés d'accueil, et 96 pour cent des ménages de réfugiés se trouvant dans cette situation ont recours à des stratégies de survie préjudiciables[12].

4. La malnutrition demeure une préoccupation cruciale: 37 pour cent de la population est en situation de sous-alimentation; l'anémie touche 44 pour cent des enfants et 26 pour cent des femmes; un enfant de moins de 5 ans sur 4 souffre de retard de croissance, proportion qui atteint 41 pour cent dans le Karamoja[13], où la malnutrition aiguë résulte d'une très faible diversité des aliments et d'une consommation insuffisante, d'une mauvaise qualité de l'eau et de problèmes d'assainissement, de maladies et de normes socioculturelles qui compromettent l'accès à une alimentation saine. Les taux de sous-nutrition sont également élevés parmi les personnes vivant avec le VIH dans la sous-région du Karamoja. En revanche, les taux d'obésité augmentent dans les groupes de population les plus aisés, puisque 45 pour cent des femmes et 17 pour cent des hommes sont en surpoids dans le quintile de richesse supérieur, contre à peine 8 pour cent des femmes et 4 pour cent des hommes dans le dernier quintile[14].

5. La politique progressiste de l'Ouganda à l'égard des réfugiés, auxquels est octroyé un accès à la terre, à l'éducation, aux soins de santé, à la formation professionnelle et à l'emploi, met en relief la détermination des pouvoirs publics à mener des interventions humanitaires aux résultats durables. Toutefois, la présence sur le territoire de 1,9 million de réfugiés[15] dont 56 pour cent ont moins de 18 ans, sachant qu'en moyenne 10 000 réfugiés supplémentaires arrivent chaque mois et que les financements humanitaires déclinent[16], pose des problèmes critiques qui mettent en péril la poursuite de cette politique. Plus de 90 pour cent des réfugiés vivent dans 13 établissements humains éloignés dans les régions du nord et de l'ouest du pays, où la rareté des possibilités d'activité économique offertes contribue à des taux de pauvreté parmi les réfugiés qui atteignent près du double de la moyenne nationale et y sont même 2,3 fois supérieurs lorsque toute aide est exclue[17].

6. L'Ouganda occupe le 163e rang sur 187 pays selon l'indice mondial d'adaptation établi par l'Université Notre-Dame, ce qui traduit une exposition élevée aux chocs environnementaux et une capacité limitée d'y faire face[18]. Rien qu'en 2020/21, les pertes liées à des catastrophes ont représenté 150 millions de dollars, soit 0,4 pour cent du produit intérieur brut[19]. L'Ouganda a également été victime d'épidémies, notamment la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), la maladie à virus Ebola et la maladie à virus Marburg. C'est l'un des pays qui participent à l'initiative axée sur l'accélération de la riposte au VIH/sida en tant que menace pour la santé publique, dont l'objectif est l'élimination de la maladie d'ici à 2030, mais bien que des progrès notables y aient été accomplis, le taux de prévalence du VIH demeure élevé, à 5,4 pour cent, c'est-à-dire qu'environ 1,4 million d'individus dans le

[12] Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Ministère de la santé, Bureau ougandais de statistique, Cabinet du Premier Ministre, Ministère de l'agriculture, des industries animales et des pêches, Ministère du gouvernement local, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et PAM. 2023. *Food Security and Nutrition Assessment in Refugee Settlements, Refugee Host districts, and Kampala, 2023*.

[13] Bureau ougandais de statistique. 2023. Uganda Demographic and Health Survey 2022.

[14] Bureau ougandais de statistique. 2024. *National Population and Housing Census 2024 – Final Report – Volume 1 (Main)*.

[15] Comme indiqué dans l'analyse commune de pays des Nations Unies pour l'Ouganda, le recensement préliminaire de 2024 a conduit à estimer que le nombre de réfugiés dans le pays atteignait environ 800 000.

[16] Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Portail du Cadre d'action global pour les réfugiés: Ouganda.

[17] Groupe de la Banque mondiale. 2024. *Using Poverty Lines to Measure Refugee Self-Reliance*.

[18] Université de Notre-Dame. Notre Dame Global Adaptation Index (consulté le 19 mars 2025).

[19] Gouvernement ougandais. 2024 *Uganda's 3rd Voluntary National Review Report on the Implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development*.

pays vivent avec le VIH. La capacité institutionnelle de gérer de telles menaces demeure limitée, les instruments de financement de la gestion des risques de catastrophe étant précaires, les budgets inappropriés et l'appui apporté au niveau des districts insuffisant. Des approches plus originales de la gestion des risques de catastrophe, comme les mesures prises par anticipation, ne sont toujours pas pleinement institutionnalisées[20].

7. Les enfants sont généralement scolarisés à partir de 4 ans, pour une durée moyenne de 6,8 ans jusqu'à l'âge de 18 ans, mais en raison de la mauvaise qualité de l'enseignement dispensé, cela ne représente en réalité que 4,3 ans d'apprentissage effectif[21], le Karamoja étant à cet égard le plus mal loti[22]. Selon le recensement national de la population et des logements de 2024, 26 pour cent des enfants âgés de 6 à 12 ans n'étaient pas scolarisés; le taux de non-scolarisation le plus élevé a été constaté dans le Karamoja (75 pour cent)[23].

8. Les programmes nationaux de protection sociale sont limités et insuffisamment financés: seuls 3,1 pour cent des Ougandais bénéficient d'une couverture effective – ce qui est bien inférieur à la moyenne de 17,4 pour cent enregistrée sur le continent africain – et les dépenses engagées à ce titre ne représentent que 1,3 pour cent du produit intérieur brut[24]. Bien qu'une approche fondée sur le cycle de vie soit envisagée pour les programmes de protection sociale, les prestations demeurent limitées et se concentrent sur l'octroi de subventions aux personnes âgées, la couverture étant lacunaire à d'autres étapes du cycle de vie, et les mécanismes réactifs face aux chocs n'étant que rudimentaires[25].

9. Des normes socioculturelles, des attitudes, des croyances et des pratiques négatives demeurent profondément enracinées dans tout le pays, ce qui conduit à des déséquilibres des relations de pouvoir entre hommes et femmes, qui ont pour effet de marginaliser celles-ci: cela compromet en effet leur capacité d'agir, freine le développement de leur capital humain et réduit les possibilités d'activité économique qui leur sont offertes[26]. Le pays présente de façon persistante des taux élevés de violence sexuelle et sexiste, principalement à l'encontre des femmes, ce qui a des conséquences préjudiciables pour la santé et la situation économique des femmes, de leurs familles et de la société dans son ensemble[27].

2. Priorités nationales et assistance collective

10. Pour l'élaboration du présent plan stratégique de pays (PSP), le PAM s'est concerté avec le Gouvernement ougandais, plusieurs communautés, la société civile – notamment des organisations communautaires et dirigées par des réfugiés –, des donateurs, d'autres entités des Nations Unies et des partenaires locaux, auxquels il a expliqué son orientation stratégique; il a ensuite tenu compte des commentaires en retour et dressé une liste de programmes susceptibles d'être mis en œuvre conjointement et complémentaires, à l'appui de l'exécution des priorités nationales et du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable.

[20] Organisation des Nations Unies, Ouganda. 2025. *Analyse commune de pays. Ouganda* (non publiée).

[21] Banque mondiale. 2025. Country overview: Uganda.

[22] Bureau ougandais de statistique. 2022. *Multidimensional Poverty Index Report 2022*.

[23] D'après les données issues du suivi du programme d'alimentation scolaire effectué par le PAM dans le Karamoja en 2025.

[24] Organisation internationale du Travail. World Social Protection Data Dashboards (consulté le 25 juin 2025).

[25] Organisation des Nations Unies, Ouganda. 2025. *Analyse commune de pays: Ouganda* (non publiée).

[26] Groupe de la Banque africaine de développement. 2016. *Uganda Country Gender Profile*.

[27] Bureau ougandais de statistique. 2021. *National Survey on Violence in Uganda – Module 1: Violence Against Women and Girls*.

11. Guidés par Vision 2040, les pouvoirs publics ougandais ont inclus les objectifs de développement durable (ODD) dans les structures institutionnelles et dans les procédures nationales de planification et de budgétisation. Vision 2040 se concrétisera sous la forme de plans nationaux quinquennaux de développement. Le présent PSP pour 2026-2030 concorde avec le quatrième plan national de développement, qui couvre la même période. L'examen à mi-parcours du deuxième plan national de développement, couvrant la période comprise entre juillet 2015 et juin 2020, et celui du troisième plan national de développement, couvrant la période allant de juillet 2020 à juin 2025, ont fait apparaître des lacunes notables en matière de mise en œuvre, en particulier dans les districts difficiles d'accès; les progrès réalisés au titre du troisième plan ne représentaient que 17 pour cent des attentes à mi-parcours. Les contraintes financières constituent un problème de taille: près d'un tiers des recettes gouvernementales sont absorbées par le service de la dette, et plus de 93 pour cent du budget sont alloués aux obligations statutaires. Bien que des appels aient été lancés pour que la priorité soit accordée aux secteurs à fort impact, la marge de manœuvre budgétaire limitée et des capacités institutionnelles lacunaires continuent d'entraver la planification du développement et la prestation de services au niveau central comme aux échelons décentralisés[28].

12. L'examen national volontaire de 2024[29] a été l'occasion d'appeler au renforcement des partenariats multipartites et à la valorisation des divers rôles joués par des particuliers à la recherche de solutions, et de souligner l'importance des données désagrégées, qui facilitent la satisfaction des besoins des groupes vulnérables, notamment les femmes, les jeunes et les personnes handicapées. En conséquence, l'Ouganda a adhéré au principe consistant à "ne laisser personne de côté" et ses activités de développement se sont accélérées au moyen d'initiatives telles que le développement de petites communes (des "paroisses" – unités administratives de base); le commerce équitable, les investissements modulables et le développement économique et social; l'exploitation de la science, de la technologie et de l'innovation; le renforcement de l'utilisation des données et des dispositifs de prestation de services.

13. Le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et le présent PSP concordent étroitement avec le quatrième plan national de développement (juillet 2025-juin 2030) et ses objectifs stratégiques, à savoir: productivité agricole durable et ajout de valeur; développement du capital humain grâce à l'éducation, à l'élargissement de la portée de filets de sécurité et à un apport nutritionnel suffisant pour tous; croissance économique grâce à des moyens d'existence résilients, à la participation du secteur privé et à l'innovation; renforcement des capacités des pouvoirs publics au moyen de politiques et de cadres institutionnels et réglementaires rigoureux, appuyés par une prestation de services décentralisée et des activités intégrées en faveur des réfugiés[30].

[28] Organisation des Nations Unies en Ouganda. 2025. Analyse commune de pays: Ouganda (non publiée).

[29] Gouvernement ougandais. 2024. *Uganda's 3rd Voluntary National Review Report on the Implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development*.

[30] Gouvernement ougandais. 2024. *Fourth National Development Plan (NDPIV) 2025/26-2029/30*.

14. Dans le cadre de l'action qu'il mène pour éliminer la faim, le Gouvernement est déterminé à instaurer des conditions propices à une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable, sur la base d'un ensemble très complet de textes législatifs dont le pays s'est doté – politique relative à l'alimentation et à la nutrition de 2003[31]; politique nationale agricole de 2013; plan d'action national pour la nutrition pour 2020-2025; plan national d'adaptation pour le secteur agricole de 2018, lui-même étayé par la politique relative à la préparation aux catastrophes et à la gestion des situations de crise (2010)[32]. À l'occasion de son examen national volontaire, l'Ouganda a réaffirmé qu'il s'attacherait en priorité à améliorer l'accès à des aliments sûrs et nutritifs, ainsi que la quantité d'aliments consommés, en renforçant les budgets alloués à l'agriculture, en incluant la nutrition et la sécurité alimentaire dans la planification du développement et en renforçant l'éducation dans l'optique de la transformation des comportements vis-à-vis de la nutrition.

15. Le quatrième Fonds d'action sociale pour le nord de l'Ouganda sera une source de revenu complémentaire pour les ménages démunis et vulnérables et facilitera la création d'actifs communautaires grâce à des travaux publics à forte intensité de main-d'œuvre. Certes, l'élaboration de politiques et de programmes progresse[33], mais les efforts déployés pour élargir la protection sociale et relever les défis sectoriels rendront nécessaires des investissements financiers plus soutenus, le renforcement des capacités gouvernementales, la mise en place de cadres juridiques favorables, l'amélioration du ciblage grâce à l'établissement d'un registre social exhaustif et l'établissement d'un registre national unique, le renforcement des capacités de réaction face aux chocs, et la mise en place de systèmes plus rigoureux de suivi, de coordination et d'orientation[34].

16. L'Ouganda s'est joint à la Coalition mondiale pour l'alimentation scolaire en 2023, prenant acte de ce que les programmes d'alimentation scolaire constituaient des filets de sécurité essentiels, s'inscrivaient dans la stratégie nationale de protection sociale pour 2024-2029, et concrétisaient la transformation systémique radicale arrêtée lors du sommet national sur les systèmes alimentaires de 2021. Les projets de politiques nationales multisectorielles d'alimentation scolaire et de santé dans les établissements scolaires, en attente d'approbation par le Gouvernement, traduisent de leur côté une réorientation vers l'alimentation scolaire utilisant la production locale, alors que la responsabilité des programmes de repas scolaires revenait au premier chef aux parents. Ces modifications sont le signe d'une détermination croissante, mais le corpus de politiques national n'en est encore qu'à un stade initial. Avec le lancement de l'initiative "Le Karamoja nourrit le Karamoja", le Gouvernement a fait une contribution pluriannuelle sans précédent au programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale du PAM. Parallèlement, une concertation plus vaste sur le financement des repas scolaires au moyen de ressources nationales s'est engagée et doit se poursuivre tout au long de la mise en œuvre du présent PSP. C'est d'autant plus nécessaire qu'on observe des lacunes de taille dans la capacité des établissements scolaires de préparer et de fournir des repas dans d'autres régions que le Karamoja. Enfin, la couverture du programme est limitée, puisque des repas sont servis à moins de 17 pour cent des 8,8 millions d'élèves du primaire[35].

[31] En cours de révision.

[32] Gouvernement ougandais. 2024. *Uganda's 3rd Voluntary National Review Report on the Implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development*.

[33] Ministère de la problématique femmes-hommes, du travail et du développement social. 2020. Uganda Social Protection Sector Review 2019.

[34] Ministère de la problématique femmes-hommes, du travail et du développement social. 2015. The National Social Protection Policy – *Income security and dignified lives for all*.

[35] Coalition pour l'alimentation scolaire.2022. Country details: Uganda, 2022 statistics.

17. Signataire du Pacte mondial sur les réfugiés, l'Ouganda applique les principes qui y sont énoncés sur la base d'un cadre complet d'interventions en faveur des réfugiés, qui met en relief l'approche fondée sur le nexus action humanitaire-développement-paix. Ce cadre vise à transformer le modèle d'intervention destinée aux réfugiés: la fourniture d'une assistance humanitaire à court terme évoluera vers la mise en œuvre de stratégies durables envisagées dans l'optique du long terme, qui renforceront la résilience des réfugiés et des communautés d'accueil en ciblant les deux groupes et en intégrant les réfugiés dans les systèmes nationaux – axés sur l'éducation, la santé et les moyens d'existence, en particulier – qui favorisent leur transition vers une autosuffisance durable.

18. L'action menée en Ouganda en faveur des réfugiés est conduite par le Cabinet du Premier Ministre, par l'entremise de son Département des réfugiés, en coordination avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), d'autres entités des Nations Unies, des organisations non gouvernementales et d'autres partenaires, et en application du plan d'intervention national en faveur des réfugiés pour 2022-2025. Au cours de consultations portant sur le présent PSP, le Gouvernement a souligné qu'il était important de renforcer et de pérenniser l'appui à des interventions coordonnées.

19. Un déficit de financement chronique – à hauteur de 54 pour cent du budget qui devait être alloué au plan d'intervention national pour les réfugiés en 2024[36] – compromet la réponse collective apportée en Ouganda, ce qui a pour conséquence d'aggraver la vulnérabilité des réfugiés, de mettre les systèmes gouvernementaux et les ressources des communautés d'accueil à rude épreuve, et de contraindre les intervenants à accorder la priorité à l'assistance visant à sauver des vies. En 2021, compte tenu de ce déficit chronique de ressources, le Cabinet du Premier Ministre, le PAM et le HCR ont engagé une réorientation par phases – d'un ciblage fondé sur le statut vers une approche fondée sur les besoins – de l'assistance alimentaire générale aux réfugiés, la priorité allant aux ménages les plus vulnérables et l'assistance étant interrompue pour les ménages considérés comme les moins vulnérables. L'approche adoptée pour hiérarchiser les priorités, qu'étayait la plateforme commune du HCR et du PAM pour l'excellence des programmes et le ciblage, équilibrait les facteurs contextuels et les contraintes financières, tenait compte des données et des commentaires en retour des communautés, et mettait fortement l'accent sur la participation, la communication et les dispositifs de recours. Bien que ce processus ait accru la demande d'appui aux moyens d'existence, mais aussi l'autosuffisance des réfugiés, il a également fait ressortir la persistance de lacunes dans la coordination de l'action menée dans ce domaine[37].

3. Atouts particuliers, capacités et moyens du PAM en Ouganda

20. Pour concevoir le nouveau PSP pour 2026-2030, on a exploité l'expérience acquise, les capacités mobilisées et les partenariats forgés au fil de l'exécution du PSP pour 2018-2025. Ainsi qu'il en a été pris acte dans l'évaluation de ce dernier PSP, le PAM a consolidé son rôle de facilitateur tout au long de sa mise en œuvre, durant laquelle il a fait preuve de réflexion et joué un rôle moteur sur le plan opérationnel pour faire progresser la réalisation des priorités nationales et développer les capacités et les systèmes du pays. Puisant dans ses compétences de pointe multisectorielles dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la nutrition, des filets de sécurité, de la gestion des risques de catastrophe, ou encore de l'évaluation et de l'analyse des données, le PAM a fourni une assistance technique grâce à des cadres structurés et à une collaboration continue avec des ministères et des

[36] HCR. Portail du Cadre d'action global pour les réfugiés: Ouganda (consulté le 24 mars 2025).

[37] Plateforme commune du HCR et du PAM pour l'excellence des programmes et le ciblage. 2025. *Uganda Learning Review: Learning from UNHCR–WFP collaboration on prioritizing food assistance for refugees, with support from the UNHCR–WFP Joint Hub*.

départements et organismes gouvernementaux. Les consultations menées au titre du présent PSP ont rappelé combien son partenariat avec le Gouvernement était solide: ainsi, celui-ci lui a demandé de poursuivre le renforcement des capacités et des systèmes nationaux, et d'apporter un appui direct à l'exécution des programmes quand les besoins seraient supérieurs aux ressources à la disposition du pays pour y répondre. Le PAM a vérifié la validité de ses atouts propres, mesuré sa crédibilité institutionnelle et évalué les enseignements tirés de son expérience pour fonder ses choix stratégiques et définir l'orientation de cette prochaine phase de programmation.

21. Il a été noté dans l'évaluation que les activités du PAM s'étaient concentrées sur les domaines dans lesquels il possédait des compétences de pointe et avait noué des partenariats de longue date, et dans lesquels sa réputation était bien ancrée – interventions en cas de crise et initiatives axées sur la nutrition, en particulier. Les parties prenantes ont mis en relief l'emprise opérationnelle du PAM et la rapidité avec laquelle il avait fourni un appui lors de l'arrivée de grands nombres de réfugiés et durant les flambées d'Ebola et de COVID-19. Ses atouts propres dans le domaine de la nutrition, en particulier en lien avec les systèmes alimentaires, ont également été appréciés. Les principaux domaines d'accomplissement cités ont été le renforcement de cadres directeurs tels que la politique nationale d'alimentation scolaire et la stratégie en matière de protection sociale; les systèmes institutionnels garantissant l'efficacité et le respect de l'obligation de rendre compte, par exemple grâce aux mécanismes de recours et de réclamation; la planification et le financement stratégiques, s'agissant en particulier des ressources financières allouées aux risques de catastrophe; l'élaboration et l'exécution des programmes, y compris les mesures prises par anticipation; la participation d'acteurs non gouvernementaux.

22. Le PAM a étoffé son rôle dans le cadre des programmes nationaux de filets de sécurité, ainsi que ses diverses contributions à ces programmes, se positionnant en partenaire de choix en exploitant les compétences de pointe de son personnel pour appuyer les activités menées par le Gouvernement dans le but de moderniser les systèmes d'information relatifs aux bénéficiaires, notamment grâce à la gestion de systèmes d'information, d'un registre social, du suivi et de l'évaluation, ainsi que de mécanismes de recours; en renforçant les plans directeurs et les cadres systémiques, notamment au moyen de l'élaboration de stratégies et de la mise au point d'interventions réactives face aux chocs; en améliorant le ciblage et les dispositifs d'assurance; en favorisant l'adaptabilité des programmes. Dans le cadre des programmes relevant du PSP dans son ensemble, le PAM et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), en collaboration avec des ministères et des organisations internationales, ont mis en œuvre NutriCash, programme intégré de transferts de type monétaire et d'éducation à la nutrition, ciblant les personnes et les communautés vulnérables. Reposant dans la pratique sur une approche systémique, NutriCash a eu pour effet de renforcer les filets de sécurité et les systèmes sanitaires de l'Ouganda, et tant le Gouvernement que la Banque mondiale l'ont pleinement adopté en vue de sa transposition à une plus grande échelle au titre du quatrième Fonds d'action sociale pour le nord de l'Ouganda.

23. Dans le domaine de la gestion des risques de catastrophe, le PAM, en collaboration avec le Gouvernement et des partenaires tels que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ont promu les mesures d'anticipation au moyen de concertations, de l'élaboration et de l'expérimentation de stratégies, du renforcement des systèmes d'alerte rapide et de la constitution de capacités locales pour la planification des situations d'urgence, la détermination des risques et l'anticipation des impacts éventuels.

24. Le PAM était moins visible dans les domaines des moyens d'existence et du développement des marchés, ce qui s'explique en partie par la démarche compartimentée qui régit sa participation aux interventions axées sur l'appui aux marchés agricoles; la création d'actifs et les moyens d'existence; l'innovation avec le secteur privé; le développement du commerce de détail. Toutefois, les consultations menées avec des parties prenantes ont mis en relief ses atouts propres en matière de gestion après récolte, de prestation d'une assistance dans les situations d'urgence et les zones difficiles d'accès, de services de coordination et de renforcement des capacités à l'appui de l'ancrage local, l'accent étant mis en particulier sur les services de vulgarisation, la facilitation du développement des marchés et la participation du secteur privé au niveau des districts.

25. En application de la priorité primordiale de l'Ouganda en matière de développement, à savoir la promotion de l'autosuffisance – et en réponse aux constatations issues de l'évaluation quant à l'absence de données sur les effets directs des programmes –, le PAM a joué un rôle déterminant auprès du Gouvernement aux fins de l'élaboration d'un cadre directeur national pour la mesure du degré d'autosuffisance, qui sert maintenant de référence pour l'évaluation du statut des réfugiés à trois titres – moyens d'existence, résilience et autosuffisance – tout en contribuant à la coordination, à la qualité des programmes et à l'harmonisation de l'action menée par les acteurs compétents dans ce domaine.

26. Au moyen de la mise en œuvre directe et du renforcement des capacités et des systèmes, le PAM a fait progresser notablement les programmes de repas scolaires en Ouganda. Grâce aux efforts déployés en matière de sensibilisation, le pays est devenu membre de la Coalition pour l'alimentation scolaire, accorde une place plus importante au programme d'action nationale en faveur des repas scolaires, un groupe de coordination multisectoriel a été constitué, et le Gouvernement respecte l'engagement pris de financer les programmes de repas scolaires dans le cadre de l'action qu'il mène pour rendre l'enseignement primaire universel. Dans le Karamoja, la mise en œuvre directe par le PAM des programmes de repas scolaires sert de filet de sécurité et de tremplin pour l'expérimentation et le perfectionnement de démarches visant à améliorer les modèles nationaux, ce qui stimule l'innovation dans le but de rendre la filière "plus verte", les méthodes de cuisson plus propres et la qualité des repas servis et leur impact nutritionnel plus satisfaisants.

27. Depuis 2017, le PAM consolide progressivement son dispositif d'assurance grâce à des investissements ciblés dans des systèmes de données, dans l'analytique et dans le contrôle des risques. Le plan d'action pour une plus grande maîtrise des risques établi en 2024 dresse un aperçu des améliorations apportées en ce qui concerne la gestion des identités, le suivi des chaînes d'approvisionnement et le contrôle de bout en bout du portefeuille du PSP dans son intégralité. Bien que ne disposant que de ressources limitées, le PAM continuera d'accorder la priorité aux investissements essentiels qui seront la garantie que ces systèmes fonctionnent à plein. Parmi les mesures clés, on peut citer la transposition à plus grande échelle de l'utilisation de la plateforme numérique du PAM pour la gestion des données concernant les bénéficiaires et des transferts pour l'enregistrement, l'authentification et la gestion des droits à prestation sous forme numérique dans tous les domaines d'activité, ainsi que la consolidation des vérifications préalables et postérieures à la distribution, ou encore l'amélioration de la gouvernance en matière de données. De 2018 à 2024, le PAM a notablement développé ses programmes de transferts de type monétaire dans le cadre de l'assistance alimentaire générale à l'intention des réfugiés, et il est aujourd'hui à la tête du plus important programme de transferts de type monétaire en Ouganda, tout en continuant de fournir une assistance alimentaire en nature dans les zones ne disposant que d'un accès restreint aux marchés ou dans lesquelles le fonctionnement des marchés est limité. Il a été conclu dans l'évaluation que la réorientation vers des interventions fondées sur des transferts de type monétaire avait eu des effets positifs sur les réfugiés et les communautés d'accueil, notamment sous la forme d'un accroissement des revenus, d'une amélioration des

moyens d'existence et d'une plus grande souplesse pour ce qui était des dépenses. Les interventions axées sur les chaînes d'approvisionnement ont également stimulé le développement des marchés de détail, des connexions étant établies entre les détaillants et les banques et fournisseurs d'argent mobile, ce qui promeut l'inclusion dans le monde du numérique, outil précieux qui donne aux femmes des moyens d'agir, améliore leur accès aux services financiers et aux moyens d'existence, et ouvre de nouvelles perspectives commerciales dans les communautés d'accueil.

28. En 2024, en application des lignes directrices de l'Organisation mondiale de la Santé sur la prévention et la prise en charge de l'émaciation et de l'œdème nutritionnel, et en réponse aux déficits de financement dans le Karamoja, le PAM s'est tourné vers des approches communautaires de la prise en charge de l'émaciation au moyen d'interventions fondées sur les aliments locaux et des habitudes alimentaires saines, menées dans les districts les plus exposés et donc considérés comme prioritaires.

29. Les constatations issues de l'évaluation indiquent que le PAM a été réactif et a fait évoluer la situation à divers titres en Ouganda, mais qu'il n'a pas été pleinement en mesure d'obtenir de façon durable les résultats prévus dans le PSP en raison de déficits de financement et de la nature des modalités de financement utilisées, ainsi que d'un accroissement alarmant des besoins des réfugiés et d'autres groupes de population vulnérables.

4. Positionnement stratégique, priorités des programmes et partenariats

Direction et impacts escomptés du plan stratégique de pays

30. Ce nouveau PSP tire parti des enseignements retenus et des atouts propres du PAM de longue date. Il est éclairé par les recommandations issues de l'évaluation du PSP pour 2018-2025. Il viendra en aide aux plus vulnérables en Ouganda, en leur permettant de satisfaire leurs besoins essentiels en matière d'alimentation et de nutrition, en améliorant leur bien-être et leur productivité, et en leur ouvrant la voie de l'autosuffisance.

31. Le présent PSP consolide le rôle de facilitateur du PAM et assoit sa position en tant que partenaire technique de choix, en approfondissant l'appui qu'il apporte au renforcement des capacités gouvernementales et en intensifiant les partenariats avec les acteurs locaux, tout en favorisant l'ancrage local en concordance avec la politique du PAM en la matière et le plan Vision 2040 du Gouvernement. Chaque fois que ce sera possible, le PAM fera en sorte que ses interventions soient exécutées par l'intermédiaire de programmes nationaux. L'appui aux administrations locales se concentrera sur l'amélioration de la planification, de la mise en œuvre, du suivi et de l'application du principe de responsabilité aux niveaux des paroisses et des districts, afin de stimuler la coordination et de réduire les doubles emplois.

Intégration des programmes

32. Tenant compte des réorientations stratégiques adoptées depuis le PSP pour 2018-2025, le présent PSP sera l'occasion de renforcer les synergies et l'impact en intégrant davantage les activités, en privilégiant la convergence géographique des interventions et en incluant les priorités transversales dans l'ensemble du portefeuille, notamment grâce à une conception centrée sur l'individu, à des initiatives de renforcement des capacités, à des démarches à dimension nutritionnelle, à des garanties environnementales et sociales, à l'émancipation économique des femmes et à la responsabilité à l'égard des personnes touchées.

33. Sur la base d'une approche globale de l'appui aux systèmes, l'assistance technique fournie par le PAM au titre des filets de sécurité, de la nutrition, de la gestion des risques de catastrophe et de la gestion de la chaîne d'approvisionnement sera rationalisée et fera l'objet d'un effet direct unique, dans le but de renforcer la cohérence, l'efficience et la collaboration multisectorielle. Parallèlement, les interventions menées dans les domaines de l'appui aux marchés agricoles, de la création d'actifs et des moyens d'existence, ainsi que du développement des marchés de détail, seront regroupées de manière à rendre possible l'exécution par strates et par phases successives des activités axées sur les moyens d'existence et à optimiser les effets directs liés à la résilience.

34. Exploitant les compétences de pointe de son personnel en matière de chaînes d'approvisionnement, le PAM accordera la priorité aux achats locaux et on réfléchira aux possibilités offertes de développer une interaction entre ses programmes fondés sur les transferts de type monétaire et les marchés locaux qui encouragent l'inclusion financière et l'émancipation économique, tout en stimulant les économies locales, en apportant un soutien encore plus marqué aux solutions fondées sur le marché, en consolidant les filières, en contribuant à la transformation des systèmes alimentaires, et, ce faisant, en jetant les bases de l'autosuffisance à long terme.

35. Les interventions adaptées à des contextes spécifiques et visant à transformer la société et les comportements donneront aux communautés des moyens de lutter contre les façons d'agir qui compromettent le recours à des pratiques nutritionnelles de qualité, ainsi que de combattre les normes sociales et culturelles sous-jacentes qui sont des causes d'insécurité alimentaire et de mauvaise nutrition. Les travaux en question se concentreront sur la nutrition des nourrissons, des jeunes enfants et de leurs mères et s'attaqueront aux vecteurs clés du retard de croissance.

Collaboration stratégique avec les partenaires

36. On a conscience, au PAM, que pour lutter contre les causes profondes de l'insécurité alimentaire et pour que les populations accèdent à l'autosuffisance de façon durable, des démarches coordonnées multisectorielles qui exploitent les atouts de divers acteurs sont requises, aussi le PAM centrera-t-il sa stratégie sur la collaboration. Il intensifiera les efforts déployés pour progresser en matière d'ancrage local, prenant acte de la capacité des acteurs nationaux et locaux, y compris du secteur privé, de donner l'impulsion nécessaire à un changement durable.

37. Le PAM continuera à collaborer étroitement avec d'autres entités des Nations Unies pour mettre en œuvre des interventions centrées sur l'individu, intégrées et multisectorielles qui favorisent l'autonomisation des femmes, la protection et l'application du principe de responsabilité à l'égard des personnes touchées. Tirant parti de programmes conjoints existants tels que le programme intégré de protection sociale, qui réunit le PAM, l'UNICEF, la FAO et l'Organisation internationale du Travail (OIT), le PAM mettra à profit la complémentarité des mandats des autres entités pour répondre aux divers besoins des réfugiés et des communautés d'accueil tout au long du cycle de vie.

38. Pour réaliser les effets directs énoncés dans le présent PSP, le PAM œuvrera avec le Cabinet du Premier Ministre et plusieurs ministères et se concertera avec des groupes techniques et des plateformes de coordination clés. En tant que codirigeant du réseau d'entreprises du Mouvement pour le renforcement de la nutrition (Mouvement SUN) en Ouganda, le PAM mobilisera les fournisseurs et entreprises locaux de produits alimentaires afin de renforcer les systèmes alimentaires et les marchés, tout en agissant en partenariat avec les prestataires de services financiers à l'appui des dispositifs de distribution d'espèces.

Effets directs du plan stratégique de pays et activités

Effet direct 1 du plan stratégique de pays: Les réfugiés et les personnes touchées par une crise en situation de vulnérabilité en Ouganda ont un accès équitable à une alimentation sûre, suffisante et nutritive en prévision des crises, tant qu'elles durent et dans leur sillage

39. L'effet direct 1 du PSP vise à protéger la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des réfugiés et des Ougandais touchés par une crise les plus vulnérables, et à promouvoir l'inclusion financière numérique, en particulier celle des femmes, qui se heurtent à des obstacles pour accéder aux services financiers. Il renforcera la capacité du Gouvernement et des parties prenantes de mobiliser les ressources humanitaires limitées disponibles de manière efficace grâce à un meilleur ciblage, à des mesures d'anticipation et à l'intégration des activités de prévention et de gestion de la malnutrition dans les systèmes sanitaires locaux. Cet effet direct est lié à l'effet direct 2 du présent PSP, qui s'articule lui aussi sur le renforcement de la résilience et l'autosuffisance, ainsi qu'à l'effet direct 3 (renforcement des capacités du pays).

40. Au titre de l'activité 1, le PAM emploiera des outils de planification tels qu'Optimus pour obtenir que les ménages de réfugiés les plus vulnérables reçoivent une assistance alimentaire générale qui soit sûre et nutritionnellement suffisante, de manière à répondre à leurs besoins essentiels. Les modalités et les montants de l'assistance fournie seront déterminés sur la base de l'état du fonctionnement des marchés, de la disponibilité des ressources et des évaluations des besoins, et on veillera à ce que l'assistance fournie réponde aux exigences nutritionnelles élémentaires. La formation à la maîtrise des outils numériques et financiers dispensée par l'intermédiaire du programme scolaire national viendra compléter les transferts de type monétaire, et les communautés auront ainsi un meilleur accès aux services financiers structurés. Cette finalité que représente l'inclusion financière numérique, mais aussi le renforcement de l'appui aux marchés de détail, vont dans le sens du modèle fondé sur l'autosuffisance[38].

41. À la suite d'une refonte des catégories et des priorités en mai 2025, l'action menée au titre des réfugiés se concentrera uniquement sur les ménages les plus vulnérables face à l'insécurité alimentaire, à l'aune d'un certain nombre de caractéristiques clés de la vulnérabilité, de certains indicateurs et de la durée de la présence des personnes ciblées en Ouganda. Les nouveaux arrivants recevront une assistance pendant un maximum d'un an, alors que ceux qui vivent dans le pays depuis plus de sept ans ne pourront plus obtenir d'appui humanitaire. En parallèle, les réfugiés exposés à des risques sur le plan nutritionnel recevront des aliments riches en nutriments, avec pour objectif de lutter contre la malnutrition, et des interventions axées sur la transformation de la société et des comportements seront conçues pour battre en brèche les facteurs sous-jacents qui sont la cause de la malnutrition, et pour promouvoir une alimentation et des comportements plus sains.

[38] Le modèle fondé sur l'autosuffisance renvoie à un programme du PAM qui inclut à la fois la promotion et la diversification des moyens d'existence, les transferts de type monétaire, l'inclusion financière numérique et l'autonomisation sociale, et contribue à permettre au Gouvernement d'honorer l'engagement qu'il a pris de promouvoir l'autosuffisance des réfugiés. Il fait appel au cadre directeur national pour la mesure du degré d'autosuffisance de l'Ouganda (voir paragraphe 25) afin de déterminer si un ménage de réfugiés est autosuffisant ou non.

42. L'activité 2 se concentre sur les Ougandais touchés par une crise qui résident principalement dans des zones en situation d'insécurité alimentaire et exposées aux chocs. Le PAM dispensera une assistance alimentaire non assortie de conditions aux personnes souffrant d'insécurité alimentaire aiguë, en coordination étroite avec les systèmes gouvernementaux et en synergie avec l'activité 6. L'activité en question sera exécutée en collaboration avec l'autorité nationale météorologique ougandaise, le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et la FAO. Tirant parti des investissements consentis au titre de l'activité 6, le PAM renforcera les comités de gestion des catastrophes au niveau des districts et appuiera la diffusion et l'utilisation d'informations relatives à l'alerte rapide pour aider les communautés locales à anticiper les chocs, à s'y préparer et à y faire face.

43. L'activité 3 appuie les efforts déployés par le Gouvernement pour lutter contre la malnutrition dans les situations d'urgence, en particulier dans les zones présentant des taux élevés de malnutrition chronique et aiguë, comme le Karamoja. Le PAM fournira des produits riches en nutriments dans certains "sites à focalisation nutritionnelle" sélectionnés – notamment des "pôles de résilience nutritionnelle"[39] et des installations sanitaires placés sous la responsabilité des communautés – aux fins de la prévention et de la gestion de la malnutrition parmi les enfants de moins de 5 ans, les filles et les femmes enceintes ou allaitantes, et les personnes vivant avec le VIH ou la tuberculose. Le PAM renforcera également la capacité des administrations locales, des agents sanitaires et des prestataires d'activités de vulgarisation locaux de fournir des services axés sur la nutrition, notamment de dépistage, de conseil et de communication de messages, qui apporteront un appui aux soignants s'occupant d'enfants de moins de 5 ans et aux communautés dans leur ensemble pour qu'ils adoptent des pratiques nutritionnelles plus saines.

Harmonisation avec les priorités nationales

44. Cet effet direct contribue à la réalisation de l'effet direct 1 du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et concorde avec le cadre global d'intervention en faveur des réfugiés, la loi relative aux réfugiés de 2006, la politique relative à la préparation en vue des catastrophes et à leur gestion, le deuxième plan d'action pour la nutrition de l'Ouganda, ainsi que les lignes directrices de 2016 définies par l'Ouganda pour la gestion intégrée de la malnutrition aiguë.

Effet direct 2 du plan stratégique de pays: D'ici à 2030, les réfugiés et les Ougandais se trouvant dans les zones ciblées, en particulier les femmes et les jeunes, bénéficient d'un système alimentaire consolidé et de moyens d'existence diversifiés, qui renforcent leur résilience face aux chocs, leur permettent d'accroître leur consommation d'aliments sains et les aident à progresser vers l'autosuffisance

45. Au titre de l'effet direct 2 du PSP, la nutrition des personnes en situation d'insécurité alimentaire s'améliorera, tout comme leur résilience, grâce à une augmentation de leurs revenus, à une consommation plus élevée d'aliments d'un coût abordable, sûrs et nutritifs, et à un accès équitable à un système alimentaire consolidé. Ces objectifs seront atteints grâce à des activités intégrées visant à diversifier les moyens d'existence, à renforcer la productivité des petits exploitants et à en augmenter la valeur ajoutée, à améliorer le fonctionnement des marchés et leur ouverture à des débouchés extérieurs, et à développer l'accès aux actifs productifs, aux compétences et aux services financiers inclusifs. Au titre de l'activité 4, le PAM fournira un appui axé sur le renforcement des capacités au Gouvernement, ainsi qu'un appui intégré aux moyens d'existence à dimension nutritionnelle aux Ougandais et aux réfugiés ciblés, en particulier les femmes et les jeunes.

[39] Ces pôles joueront un rôle clé en donnant aux communautés des moyens de produire et de consommer durablement des aliments suffisants, sûrs, diversifiés et nutritifs. Chaque pôle de résilience devrait servir environ 400 ménages vulnérables dans une communauté ciblée par l'entremise de "promoteurs de pôle de résilience nutritionnelle".

46. Le PAM exploitera ses atouts propres en matière de gestion des chaînes d'approvisionnement et d'achats locaux pour aider les petits agriculteurs et les acteurs des marchés à réduire les pertes après récolte, à diversifier les cultures et à obtenir un accès à des marchés fiables. Plusieurs activités cibleront les femmes et les jeunes, incluant le renforcement des capacités en matière de techniques de gestion après récolte, l'ajout de valeur – notamment grâce à l'enrichissement des aliments et à l'adhésion aux normes de qualité en matière alimentaire – et l'appui aux organisations paysannes à divers titres – regroupement, entreposage et commercialisation. Le PAM établira des liens avec la demande institutionnelle, s'agissant notamment des programmes d'alimentation scolaire utilisant la production locale, des détaillants participant aux programmes de transferts de type monétaire, et des propres achats du PAM, afin d'optimiser l'impact de l'action menée au niveau des communautés. Les activités seront mises en œuvre avec le Gouvernement et la FAO, la capacité opérationnelle et les compétences techniques de chaque organisation étant exploitées aux fins de la consolidation des systèmes et des filières nationaux.

47. En parallèle, le PAM renforcera la sécurité alimentaire et la résilience des communautés afin qu'elles soient en mesure de faire face aux chocs climatiques, grâce à la création et à la remise en état d'actifs communautaires aux fins de la préservation des ressources naturelles et de la remise en état des moyens d'existence, tout en fournissant une assistance alimentaire pour couvrir les besoins immédiats. Cette activité sera harmonisée avec les programmes de travaux publics conduits par le Gouvernement, avec le modèle de développement des paroisses, et avec l'approche à trois volets du PAM. Ces initiatives seront complétées par le développement des compétences en matière de gestion d'actifs et de ressources, et par un appui aux activités génératrices de revenus qui favorisent la durabilité, la prise en main au niveau local et les possibilités de transposition à une plus grande échelle. Le PAM intégrera aussi des mesures anticipatives dans son programme axé sur la nutrition, la résilience et la création d'actifs de manière à réduire les coûts associés au relèvement et à protéger les acquis en matière de développement.

48. Sur la base de renseignements relatifs aux marchés, le PAM élaborera des activités de développement des marchés mobilisant les détaillants du secteur privé pour améliorer la disponibilité, faire baisser le coût et accroître la consommation d'aliments nutritifs.

49. En concordance avec l'engagement pris par le Gouvernement de favoriser l'accès des réfugiés à l'autosuffisance, le Bureau du PAM en Ouganda œuvrera en coordination avec les principales parties prenantes et les responsables des programmes gouvernementaux pour donner des moyens d'action aux réfugiés et aux communautés d'accueil grâce à un ensemble d'interventions axées sur les moyens d'existence et complémentaires qui les aideront à parvenir à l'autosuffisance en brisant le cycle de la dépendance et en stimulant le recours à des solutions durables.

Harmonisation avec les priorités nationales

50. L'effet direct 2 contribue à l'effet direct 2 du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, ainsi qu'à l'exécution du programme d'agro-industrialisation s'inscrivant dans le troisième plan national de développement, de la politique nationale en matière d'agriculture (2013), du troisième plan stratégique pour le secteur de l'agriculture (2020/21-2024/25), de la stratégie relative au programme national de travaux publics à forte intensité de main-d'œuvre (2023), du projet d'intervention axée sur le développement en réponse aux incidences des déplacements (2017) et du cadre global d'intervention en faveur des réfugiés (2017).

Effet direct 3 du plan stratégique de pays: D'ici à 2030, les institutions gouvernementales et les autres parties prenantes ont amélioré les moyens et les systèmes mobilisés pour la protection sociale, les programmes de repas scolaires, la nutrition et la gestion des risques de catastrophe, ce qui renforce la sécurité alimentaire et rend possible le développement du capital humain tout au long du cycle de vie

51. Au titre de l'effet direct 3, tirant parti de son expérience de longue date de la mise au point d'interventions de protection sociale à dimension nutritionnelle et réactives face aux chocs, le PAM contribuera aux efforts déployés collectivement pour renforcer les programmes, systèmes et capacités nationaux de manière à rendre possible le développement du capital humain à toutes les étapes du cycle de vie. À l'appui des mesures prises au titre des effets directs 1 et 2 du présent PSP, il fournira au Gouvernement une assistance technique qui facilitera la prestation de services à dimension nutritionnelle et réactifs face aux chocs aux personnes vulnérables par l'intermédiaire des systèmes nationaux mobilisés pour la protection sociale, les programmes de repas scolaires, la nutrition, la gestion des risques de catastrophe et les chaînes d'approvisionnement. Dans le Karamoja et d'autres régions, le PAM œuvrera aux côtés du Gouvernement aux niveaux national et infranational pour évaluer la faisabilité de l'application de la politique harmonisée concernant les transferts de fonds[40] aux fins de l'exécution conjointe de programmes.

52. Au titre de l'activité 5, le PAM aidera le Gouvernement à transposer à une plus grande échelle et à appliquer des modèles durables d'alimentation scolaire utilisant la production locale, qui amplifieront les effets positifs que ce type de programme a sur l'éducation et la nutrition, tout en promouvant l'autonomisation socioéconomique au niveau local. En parallèle, le PAM appuiera la mise en œuvre de la future politique nationale en matière d'alimentation scolaire et consolidera l'assise des programmes de repas scolaires financés sur la base de ressources nationales, dans le but de les rendre durables. Cela inclura le renforcement des cadres directeurs et des cadres de financement pour la fourniture de repas scolaires, la conception de menus sains et l'instauration de systèmes d'achats alimentaires, le resserrement de la coordination institutionnelle et multisectorielle, l'enrichissement de la base nationale de données factuelles et la dématérialisation, et la fourniture d'une formation à l'échelle voulue aux professionnels concernés, ainsi qu'un appui apporté au Gouvernement pour qu'il honore ses engagements au titre de la Coalition pour l'alimentation scolaire. À la demande du Gouvernement, des services logistiques pourront être fournis dans le cadre des interventions intéressant les repas scolaires.

53. Le PAM fournira des repas sûrs et nutritifs aux écoliers du primaire dans les zones touchées par l'insécurité alimentaire, principalement le Karamoja, tout en se servant du programme comme d'un tremplin pour faire la démonstration et la promotion de modèles d'alimentation scolaire utilisant la production locale et en éclairant l'action menée pour étoffer les capacités nationales dans ce domaine. Afin de perfectionner le modèle national, le PAM expérimentera la prestation d'une assistance technique dans un certain nombre de districts accueillant des réfugiés, à l'extérieur du Karamoja. Il assurera aussi la promotion des jardins scolaires et de l'établissement de liens avec de petits exploitants agricoles, en guise de sources de cultures biofortifiées – comme les patates douces à chair orange – susceptibles d'améliorer la sécurité et la diversité alimentaires. Dans le même temps, le PAM appuiera les efforts déployés collectivement pour encourager les méthodes de cuisson propre et investir dans l'amélioration des cuisines et la mise en place d'installations d'entreposage appropriées pour renforcer la sécurité sanitaire et la qualité des aliments.

[40] Mise au point par le Groupe des Nations Unies pour le développement durable, la politique harmonisée concernant les transferts de fonds est un ensemble de politiques et de procédures communes pour la gestion et le suivi des programmes de transferts de type monétaire par les entités des Nations Unies, y compris les programmes mis en œuvre par des partenaires coopérants.

54. Au titre de l'activité 6, le PAM aidera les acteurs nationaux à élaborer un cadre global constitué de systèmes pour la mise en œuvre d'initiatives axées sur la protection sociale, les repas scolaires, la nutrition et la gestion des risques de catastrophe, s'articulant sur des politiques, des dispositifs de financement, une infrastructure numérique pour les paiements et la gestion des données, des mécanismes de ciblage comme le registre social national dont l'établissement est prévu, et des structures de coordination. Le PAM œuvrera aux côtés du Gouvernement pour étendre la portée de filets de sécurité à dimension nutritionnelle pour prévenir la malnutrition, en associant les transferts monétaires à des interventions visant à transformer la société et les comportements de manière à optimiser l'impact des transferts et à enseigner aux bénéficiaires les rudiments de la gestion financière.

55. Des initiatives conjointes telles que le programme intégré de protection sociale mis en œuvre avec la FAO, l'OIT et l'UNICEF se verront accorder la priorité afin de faciliter le partage des ressources et des compétences et de rendre ainsi possible la mise en œuvre à l'échelle voulue des activités menées.

56. L'appui à la gestion des risques de catastrophe se concentrera sur le renforcement de la capacité du Gouvernement et des communautés de produire, d'analyser et d'utiliser des données relatives à l'alerte rapide et des informations sur les risques; l'appui à la planification des interventions d'urgence et à la coordination aux niveaux national et à celui des districts; la promotion du financement des risques de catastrophe, notamment l'assurance contre les risques de nature météorologique; la promotion des mesures anticipatives; la prestation de services logistiques et en lien avec les chaînes d'approvisionnement, aux fins de la préparation aux situations d'urgence et des interventions en cas de crise (lorsque le Gouvernement en fera la demande). Ces dispositions viendront également épauler le PAM dans le cadre des travaux de plus grande envergure qu'il consacre aux systèmes alimentaires, notamment les achats locaux et régionaux, la sécurité sanitaire des aliments et l'assurance qualité, ou encore l'optimisation des chaînes d'approvisionnement.

57. Le PAM fournira un appui inclusif, fondé sur des données factuelles, au renforcement des capacités à l'intention du Gouvernement, tout en œuvrant avec le secteur privé et d'autres partenaires, comme l'UNICEF, aux fins de l'élaboration et de l'exécution conjointes de programmes multisectoriels ayant pour buts la prévention de la malnutrition, l'amélioration de l'accès à des aliments nutritifs et l'augmentation de leur consommation. Le PAM fera appel à l'innovation et à des solutions émanant du secteur privé pour améliorer la qualité de l'alimentation des ménages grâce à l'enrichissement des aliments, à des mesures propres à garantir la sécurité sanitaire de ces aliments et à la diversification des denrées consommées, à des modalités de financement originales et à des partenariats public-privé qui favoriseront la sécurité alimentaire durable sur le long terme.

58. Au titre de l'activité 7, le PAM apportera un appui opérationnel et une assistance technique au Gouvernement et aux acteurs humanitaires et du développement en facilitant la prestation de services "à la demande", notamment dans les domaines du transport, de l'entreposage et des achats, ainsi que pour l'accès à des stocks de matériel prépositionnés stratégiquement en vue des interventions d'urgence.

Harmonisation avec les priorités nationales

59. L'effet direct 3 concorde avec l'effet direct 1 du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, le pilier Développement du capital humain du troisième plan national de développement et du futur quatrième plan, le deuxième plan d'action pour la nutrition de l'Ouganda, les politiques nationales relatives à l'alimentation scolaire et à la santé en milieu scolaire, la politique nationale de protection sociale (2015), la politique relative à la préparation en vue des catastrophes et à leur gestion, le projet de loi relative à la gestion des risques de catastrophe, sur le point d'être adopté, la stratégie de financement des risques de catastrophe, la feuille de route nationale pour les mesures d'anticipation, ainsi que la politique relative à l'alimentation et à la nutrition de 2003, qui est en cours de révision.

5. Hiérarchisation des priorités et pérennisation

Hiérarchisation des priorités

60. Depuis 2021, les ressources à la disposition du Bureau du PAM en Ouganda fluctuent notablement: leur montant a atteint son niveau le plus élevé en 2022, puis il a diminué brutalement en 2023 avant de se rétablir partiellement en 2024, et de chuter de nouveau au début de 2025 en raison d'une contraction spectaculaire, à l'échelle mondiale, des ressources financières allouées à l'action humanitaire et au développement. Ces variations sont le reflet de l'évolution des priorités des donateurs et des tendances en matière d'aide humanitaire et d'économie à l'échelle planétaire, ce qui rend impérieuse la nécessité d'adopter une stratégie d'ensemble pour élargir la base de financement et sécuriser un financement pluriannuel prévisible.

61. Compte tenu de l'augmentation des besoins et du déclin des contributions des donateurs, le PAM a élaboré un PSP fondé sur des données factuelles qui accorde la priorité à l'assistance destinée à sauver des vies et cible les personnes souffrant le plus de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition – les réfugiés et les personnes touchées par une crise – tout en appuyant leur transition depuis la dépendance vis-à-vis de l'assistance humanitaire vers la résilience et l'autosuffisance. L'aide apportée par le PAM sera calibrée à l'aune du modèle de ciblage fondé sur la vulnérabilité, pour que l'impact généré au moyen de ressources limitées soit optimisé. Le PAM renforcera les systèmes de ciblage et la capacité institutionnelle nationaux pour permettre au Gouvernement de n'allouer ses ressources humanitaires limitées qu'aux réfugiés souffrant le plus de l'insécurité alimentaire. On se concentrera aussi sur le renforcement des capacités du Gouvernement et des partenaires locaux dans l'optique du transfert progressif de la responsabilité de programmes clés, l'objectif étant d'en assurer la durabilité pour autant que le permettront les difficultés financières actuelles si elles persistent.

Stratégies de pérennisation et de transition

62. Au titre de l'effet direct 1 du présent PSP, le PAM contribuera à la réorientation progressive dont les grandes lignes seront décrites dans la stratégie nationale de transition de l'Ouganda à venir, l'objectif étant de faire évoluer la prestation de services destinée aux réfugiés, de telle sorte qu'elle ne soit plus assurée par des systèmes dirigés par des partenaires mais par des systèmes gérés par le Gouvernement. Cette réorientation est en concordance avec la politique nationale relative aux réfugiés de 2024 et le deuxième programme de transformation des zones d'installation, qui promeut l'inclusion, l'autosuffisance et des moyens d'existence durables pour les réfugiés. Le PAM appuiera cette réorientation en organisant son action à la confluence de quatre axes directeurs: l'harmonisation de son assistance avec la stratégie nationale de transition, le deuxième programme de transformation des zones d'installation et les plans de transition intéressant certains secteurs en particulier; le renforcement des institutions nationales et de district au moyen

d'une planification, d'un appui technique et du détachement de personnel auxquels il sera procédé conjointement; l'établissement de filières d'orientation pour faire évoluer les ménages de l'assistance humanitaire vers l'exploitation des possibilités qui leur seront offertes de trouver des moyens d'existence (effet direct 2 du présent PSP), de systèmes nationaux de protection sociale (effet direct 3 du présent PSP) et d'initiatives axées sur le développement comme le projet de développement de la Banque mondiale visant à faire face aux incidences des déplacements de populations; l'élaboration en commun de stratégies de transfert des responsabilités au Gouvernement incluant des jalons et des critères clairs, afin de garantir une transition structurée et la continuité de la prestation de services. Le PAM investira aussi dans la mise en place de dispositifs facilitateurs, tels que des systèmes de données et des éléments d'infrastructure, tout en se détournant de l'exécution directe de programmes pour contribuer au renforcement des systèmes qui appuient les interventions menées par le Gouvernement en faveur des réfugiés.

63. Au titre de l'effet direct 2, le PAM, avec le Cabinet du Premier Ministre et le HCR, facilitera la transition des réfugiés et d'Ougandais depuis la dépendance vis-à-vis de l'assistance humanitaire vers l'autosuffisance, en développant les systèmes alimentaires et en diversifiant les moyens d'existence. Cette stratégie privilégie la prise en main par le Gouvernement, la constitution de capacités au niveau local et la mobilisation de ressources durables. En collaboration avec le Gouvernement, la FAO et d'autres partenaires techniques, le PAM transposera à plus grande échelle l'agriculture adaptative, les pratiques régénératrices, et l'appui à des marchés agricoles inclusifs, avec pour objectif d'améliorer les revenus et l'accès à des aliments nutritifs. Des investissements dans l'infrastructure locale auront pour effet de réduire les pertes après récolte et de favoriser la résilience des économies locales. Les activités menées concorderont avec les politiques nationales et seront conçues sur la base de stratégies claires de transfert des responsabilités, les institutions nationales et de district se voyant doter des moyens de diriger elles-mêmes, ultérieurement, la mise en œuvre d'activités. En se concentrant sur le renforcement des capacités, la participation des jeunes et l'émancipation économique des femmes, le PAM contribuera à jeter les bases de systèmes alimentaires inclusifs et réactifs face aux chocs, réduisant la dépendance de long terme vis-à-vis de l'aide humanitaire.

64. Au titre de l'effet direct 3, le PAM appuiera la transition de l'Ouganda vers des systèmes dirigés par les pouvoirs publics pour ce qui est de la protection, de la fourniture de repas scolaires, de la nutrition et de la gestion des risques de catastrophe. Il évoluera progressivement de la mise en œuvre directe de programmes et de la prestation de services vers un rôle de facilitateur, axé sur l'appui aux systèmes, la participation à l'exécution des politiques, et la coordination. La transition sera guidée par des évaluations de capacités, menées en application d'accords pluriannuels conclus avec les ministères et organismes gouvernementaux et les pouvoirs publics locaux compétents, et s'articulant sur trois axes: l'appui à l'élaboration de politiques sectorielles et des stratégies y associées; le renforcement des systèmes de prestation concernés, des capacités techniques et opérationnelles des institutions gouvernementales aux niveaux national et infranational grâce au détachement d'employés, à la mise à disposition de compétences techniques dans les institutions gouvernementales, et à des partenariats de long terme pour la prestation d'une assistance technique; l'élaboration de plans pour une transition par phases et le transfert des responsabilités aux homologues nationaux, sur la base de critères convenus de concert pour définir le calendrier de cette transition, garantir la continuité des opérations et maintenir la qualité des services. Ces dispositions rendront possible l'exécution de programmes dirigés par le Gouvernement, qui seront réactifs face aux chocs et réduiront la dépendance à long terme vis-à-vis de l'assistance humanitaire.

ANNEXE I

APERÇU DE LA LIGNE DE VISÉE DU PLAN STRATÉGIQUE POUR L'OUGANDA (2026-2030)			
Objectif	**Élimination de la faim**	**Élimination de la faim**	**Partenariats pour la réalisation des objectifs**
Cible	**2.1 Accès à l'alimentation**	**2.4 Viabilité des systèmes alimentaires**	**17.9 Renforcement des capacités**
Domaine d'action privilégié	**INTERVENTION FACE À UNE CRISE**	**RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE**	**CAUSES PROFONDES**
Effet direct du PSP	**Effet direct 1 du PSP:** Les réfugiés et les personnes touchées par une crise en situation de vulnérabilité en Ouganda ont un accès équitable à une alimentation sûre, suffisante et nutritive en prévision des crises, tant qu'elles durent et dans leur sillage.	**Effet direct 2 du PSP:** D'ici à 2030, les réfugiés et les Ougandais se trouvant dans les zones ciblées, en particulier les femmes et les jeunes, bénéficient d'un système alimentaire consolidé et de moyens d'existence diversifiés, qui renforcent leur résilience face aux chocs, leur permettent d'accroître leur consommation d'aliments sains et les aident à progresser vers l'autosuffisance.	**Effet direct 3 du PSP:** D'ici à 2030, les institutions gouvernementales et les autres parties prenantes ont amélioré les moyens et les systèmes mobilisés pour la protection sociale, les programmes de repas scolaires, la nutrition et la gestion des risques de catastrophe, ce qui renforce la sécurité alimentaire et rend possible le développement du capital humain tout au long du cycle de vie.
Activité	**Activité 1:** Fournir une assistance alimentaire et nutritionnelle intégrée et promouvoir l'inclusion financière des réfugiés ciblés, tout en renforçant les systèmes des acteurs nationaux et infranationaux. **Activité 2:** Fournir une assistance alimentaire et nutritionnelle aux Ougandais touchés par une crise, tout en aidant les communautés à anticiper les chocs, à s'y préparer et à y faire face.	**Activité 4:** Fournir un appui au renforcement des capacités au Gouvernement, ainsi qu'un appui intégré à l'obtention de moyens d'existence à dimension nutritionnelle et axé sur les personnes aux Ougandais et aux réfugiés ciblés, en particulier les femmes et les jeunes, afin de renforcer leurs moyens d'existence et d'accroître la disponibilité d'aliments d'un coût abordable, sûrs et nutritifs.	**Activité 5:** Renforcer les capacités nationales et infranationales de fournir des programmes de repas scolaires à dimension nutritionnelle et durables d'un point de vue environnemental et financier tout en appuyant la mise en œuvre de ces programmes grâce à la distribution de repas chauds nutritifs aux écoliers dans les zones où sévit l'insécurité alimentaire.

APERÇU DE LA LIGNE DE VISÉE DU PLAN STRATÉGIQUE POUR L'OUGANDA (2026-2030)			
Objectif	**Élimination de la faim**	**Élimination de la faim**	**Partenariats pour la réalisation des objectifs**
Cible	**2.1 Accès à l'alimentation**	**2.4 Viabilité des systèmes alimentaires**	**17.9 Renforcement des capacités**
Domaine d'action privilégié	**INTERVENTION FACE À UNE CRISE**	**RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE**	**CAUSES PROFONDES**
	Activité 3: Fournir un soutien nutritionnel intégré aux Ougandais vulnérables sur le plan nutritionnel afin de prévenir et de prendre en charge la malnutrition.		**Activité 6:** Mener des activités de sensibilisation en faveur de la nutrition, de la protection sociale, de la gestion des risques de catastrophe et d'une gestion efficiente des chaînes d'approvisionnement; à cet égard, fournir une assistance technique et mettre en œuvre des programmes complémentaires à l'intention du Gouvernement et d'autres parties prenantes aux niveaux national et infranational.
			Activité 7: Fournir, à la demande, des services administratifs et liés aux chaînes d'approvisionnement à la communauté de l'aide humanitaire et du développement.

ANNEXE II

Suivi, évaluation, données factuelles et gestion des risques

Modalités de suivi, d'évaluation et de production de données factuelles

1. Le Bureau du PAM en Ouganda reconduira les engagements qu'il a pris, à savoir rendre compte avec rigueur de l'action menée aux populations touchées, et faire œuvre de transparence et acte de sensibilisation, en concordance avec son plan d'assurance de 2023 et son projet global relatif aux assurances à donner pour 2025. On tirera parti, pour le suivi des activités entreprises dans le cadre du présent PSP – couvrant les effets directs, les produits et les processus – et la production cohérente de données factuelles, d'un personnel étoffé, de procédures opératoires normalisées détaillées, de systèmes automatisés et de protocoles plus minutieux, d'où une amélioration de la qualité et du respect des délais impartis s'agissant de la communication et de la diffusion de l'information. Le PAM mettra en œuvre son plan de suivi et d'évaluation, qui inclut le suivi des activités menées au titre du PSP et le recueil efficace de données afin d'éclairer la prise de décisions et les activités de sensibilisation, tout en se conformant aux exigences institutionnelles minimum en matière de suivi, ainsi qu'aux normes existantes en ce qui concerne les mécanismes communautaires de remontée de l'information. Le renforcement des capacités des partenaires coopérants constitue également une priorité. Le PAM utilise son nouveau cadre relatif à l'obligation de rendre compte des résultats, qui intègre le suivi des programmes et le suivi financier et adosse à la programmation axée sur les personnes une démarche fondée sur les résultats. Des méthodes de suivi innovantes, comme l'utilisation de l'imagerie satellite à des fins de télédétection, amélioreront la qualité de la mesure des effets directs visant à sauver des vies et permettront de se concentrer davantage sur les communautés. Le suivi, l'analyse de la vulnérabilité et la participation des communautés sont de plus en plus indissociables, ce qui rend possible la mise en concordance des constatations et le dégagement d'enseignements pratiques. Les enquêtes longitudinales font partie intégrante du suivi classique, cependant que les études réalisées par des tierces parties continuent de déterminer le degré d'efficacité des contributions du PAM à l'autosuffisance, ainsi que les incidences au sens large des décisions prises en matière de hiérarchisation intéressant les réfugiés et les communautés d'accueil. Sont prévus un programme d'évaluation fourni, notamment des évaluations d'impact de la hiérarchisation des priorités en 2026, du programme de repas scolaires en 2026 et du modèle d'autosuffisance en 2027, ainsi qu'un examen à mi-parcours du présent PSP en 2027 et une évaluation finale en 2029.

2. La production, la diffusion et l'utilisation de données factuelles et d'apprentissage seront au cœur de l'action menée au titre de la communication d'informations, de l'analyse, du suivi et de la gestion des connaissances et contribueront à la mise en œuvre de programmes fondée sur des données probantes. Les enseignements dégagés de ces données éclaireront l'examen à mi-parcours et l'évaluation finale du PSP; les évaluations décentralisées et les évaluations d'impact, pour lesquelles le PAM aura recours à une approche intégrée couvrant de multiples domaines d'activité, notamment les programmes de repas scolaires, les mesures d'anticipation et le modèle d'autosuffisance; l'élaboration de méthodes d'évaluation de l'efficacité des initiatives de renforcement des capacités. En concordance avec les priorités du Gouvernement, le PAM continuera de fournir un appui technique aux fins de la mesure du degré d'autosuffisance, ainsi qu'aux systèmes nationaux de suivi et de communication d'informations. Ces travaux contribueront au programme conjoint sur les données et les statistiques[1], aux examens nationaux volontaires, à l'évaluation du

[1] Le Programme conjoint sur les données et les statistiques est une initiative des Nations Unies visant à harmoniser et à appuyer les travaux du Bureau ougandais de statistique dans l'ensemble des secteurs et des domaines thématiques.

quatrième plan national de développement et à la communication des résultats obtenus au titre du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable.

Mesures de gestion et d'atténuation des risques

3. *Ressources insuffisantes*: Le PAM adapte ses procédures de planification fondée sur les besoins dans le but d'établir un budget réaliste pour le présent PSP, reposant sur des prévisions de financement et sur les ressources disponibles, et en concordance avec la capacité d'agir et les atouts du PAM, les tendances en matière de ressources, les prévisions et les contraintes opérationnelles. Il s'emploiera à optimiser la mobilisation de ressources et à diversifier ses sources de financement, en dialoguant avec les donateurs et en les encourageant à adapter les montants de leurs contributions respectives aux besoins et aux déficits de financement, même si l'on a conscience que les chocs à grande échelle sont susceptibles de rendre nécessaires des révisions budgétaires. Il est probable que les répercussions de grande portée de la crise de financement de 2025 à l'échelle du secteur de l'aide exacerberont la vulnérabilité des populations exposées à des risques et accroîtront la charge représentée par certaines dépenses opérationnelles à mesure que le volume des activités du secteur se contractera. Le PAM continuera de perfectionner son ciblage fondé sur la vulnérabilité, ainsi que la gestion des identités, mais aussi d'améliorer la qualité des programmes et des systèmes de suivi, pour garantir un appui efficient et efficace à ceux qui en ont le plus besoin.

4. *Fraude et corruption*: La prévention et l'atténuation de la fraude et de la corruption constituent des priorités de l'action que mène le PAM au titre des mécanismes communautaires de remontée de l'information, d'analytique de données et d'accords d'échange de données avec le HCR, ainsi que des vérifications préalables des partenaires et fournisseurs, ou encore de l'évaluation des risques à laquelle il procède dans les domaines propices à la fraude. La gestion des ressources sera renforcée au moyen de mesures d'un meilleur rapport coût-efficacité en harmonie avec les demandes des donateurs, et sur la base du respect de la réglementation et de l'adoption des prescriptions nationales.

5. *Le PAM intègre systématiquement la protection dans l'ensemble de ses opérations* afin d'éviter d'exposer de son fait les personnes touchées à des risques fortuits, notamment en atténuant les risques susceptibles d'attiser les tensions communautaires, en garantissant la sécurité sur les sites de distribution et autres sites, en détectant les détournements de ressources, et en prenant des mesures de prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles. Un ciblage transparent fondé sur la vulnérabilité, allant de pair avec une communication en amont, la participation des communautés et un système de recours opérationnel contribuent à réduire les tensions et à garantir l'application du principe de responsabilité à l'égard des personnes touchées. Le PAM évalue en outre les options liées aux marchés, notamment celles qui sont proposées par les prestataires de services financiers, dans le but d'obtenir des taux compétitifs et d'optimiser les montants alloués aux transferts et les gains d'efficience. Il renforce les mesures de sécurité grâce à des sessions de sensibilisation et à une planification minutieuse des imprévus. Il applique la tolérance zéro vis-à-vis de l'exploitation et des atteintes sexuelles, mettant en pratique systématiquement, dans l'ensemble de ses opérations, initiatives de formation et outils, les principes fondamentaux de la protection et les bonnes pratiques en la matière.

6. *Intégrité sur le lieu de travail*: Le PAM est résolu à faire en sorte que l'ensemble des lieux où travaillent ses employés soient exempts de comportements choquants, de harcèlement, d'abus d'autorité et de discrimination, et que les employés qui rendent compte de bonne foi de comportements répréhensibles soient protégés de toutes représailles.

Garanties sociales et environnementales

7. Guidé par les normes institutionnelles, le PAM procède à un examen de l'ensemble des opérations de développement et de secours d'urgence afin d'empêcher ou de réduire au minimum toute incidence négative potentielle sur les personnes et sur l'environnement. Le renforcement des capacités des employés, des partenaires et des communautés, ainsi que le perfectionnement des mécanismes de communication de l'information et d'orientation vers les entités compétentes, améliorent l'atténuation des risques et les réponses qui y sont apportées, renforcent la transparence et le respect de l'obligation de rendre compte et rehaussent la qualité de l'exécution des programmes.

8. Le PAM est déterminé à réduire les erreurs d'inclusion ou d'exclusion dans le cadre du ciblage de ses bénéficiaires en prenant en compte les besoins, les difficultés et les préférences propres à différents membres des communautés. Il continuera de promouvoir la participation effective des populations locales à l'ensemble des activités, dans tous les sites où elles sont menées, et veillera au respect de l'obligation de rendre des comptes en perfectionnant les dispositifs de gestion des identités et les mécanismes communautaires de remontée de l'information.

9. La durabilité environnementale est un impératif pour l'ensemble des opérations d'appui et des activités menées dans le cadre des programmes. Les pratiques en matière de chaînes d'approvisionnement et de gestion des installations incluent un certain nombre de mesures visant à garantir le recyclage et la réutilisation de matériaux tels que les emballages alimentaires et les sacs vides. Le PAM va également évoluer progressivement vers le recours à l'énergie solaire aux points de distribution, en se concentrant principalement sur l'éclairage des points de distribution finale. Dans le cadre de ses programmes, le PAM procède systématiquement à des évaluations d'impact environnemental de toutes les activités entreprises et élabore des plans d'atténuation des nuisances pour l'environnement pour chacune de ces activités. Il progresse aussi dans la mise en œuvre de solutions fondées sur la nature, s'agissant en particulier d'inverser le processus de dégradation des terres grâce à une gestion durable des sols et des ressources en eau. Ces mesures contribuent à rendre les programmes du PAM plus résilients et plus respectueux de l'environnement, et ils préservent ainsi les êtres humains et les écosystèmes.

ANNEXE III

Budget du portefeuille de pays établi compte tenu des besoins et ventilation des coûts par effet direct du plan stratégique de pays (*en dollars*)

TABLEAU 1: BUDGET DU PORTEFEUILLE DE PAYS ÉTABLI COMPTE TENU DES BESOINS *(en dollars)*							
Effet direct du PSP	**Activité**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**	**2030**	**Total**
1	1	123 357 886	114 989 082	106 218 720	106 862 300	106 035 000	**557 462 986**
	2	4 177 544	4 114 260	4 223 435	4 304 142	4 427 496	**21 246 876**
	3	6 040 005	6 155 174	6 359 194	6 559 800	6 743 490	**31 857 663**
2	4	9 944 575	10 123 073	10 108 776	10 198 227	10 156 368	**50 531 019**
3	5	10 932 894	11 643 608	11 680 077	11 980 733	12 333 724	**58 571 036**
	6	9 832 094	9 993 452	10 358 158	13 990 528	14 147 224	**58 321 456**
	7	1 361 948	1 378 760	1 357 643	1 332 107	1 323 873	**6 754 331**
Total		**165 646 944**	**158 397 410**	**150 306 002**	**155 227 837**	**155 167 175**	**784 745 367**

TABLEAU 2: VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS *(en dollars)*				
	Effet direct stratégique 1 du PAM	**Effet direct stratégique 2 du PAM**	**Effet direct stratégique 3 du PAM**	**Total**
	Effet direct 1 du PSP	**Effet direct 2 du PSP**	**Effet direct 3 du PSP**	
Domaine d'action privilégié	**Intervention face à une crise**	**Renforcement de la résilience**	**Causes profondes**	
Transferts	481 088 963	32 451 372	88 982 690	**602 523 025**
Mise en œuvre	39 019 248	10 576 908	16 633 585	**66 229 741**
Coûts d'appui direct	53 194 630	4 418 686	10 896 264	**68 509 580**
Total partiel	**573 302 841**	**47 446 966**	**116 512 539**	**737 262 346**
Coûts d'appui indirects	37 264 685	3 084 053	7 134 284	**47 483 021**
Total	**610 567 526**	**50 531 019**	**123 646 822**	**784 745 367**

ANNEXE IV

TABLEAU 3: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES PAR ANNÉE						
	2026	**2027**	**2028**	**2029**	**2030**	**Total**
Total (hors chevauchements)	1 857 745	1 851 964	1 831 035	1 763 451	1 661 602	2 665 530

ANNEXE V

RATION ALIMENTAIRE (*grammes/personne/jour*) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (*dollars/personne/jour*), PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ET PAR ACTIVITÉ													
	Effet direct 1 du PSP												
	Activité 1							**Activité 2**			**Activité 3**		
Type de bénéficiaires	**Réfugiés**	**Réfugiés – nouvelles arrivées**	**Réfugiés – distribution générale de vivres**	**Refugiés – programme de supplémentation alimentaire (enfants de 6 à 59 mois)**	**Refugiés – programme de supplémentation alimentaire (filles et femmes enceintes ou allaitantes)**	**Refugiés – santé et nutrition maternelles et infantiles (enfants de 6 à 23 mois)**	**Refugiés – santé et nutrition maternelles et infantiles (filles et femmes enceintes ou allaitantes)**	**Personnes touchées par la crise**					
								distribution générale de vivres		**Programme de supplémentation alimentaire généralisée (enfants de 6 à 59 mois)**	**Programme de supplémentation alimentaire généralisée (filles et femmes enceintes ou allaitantes)**	**Programme de supplémentation alimentaire (enfants de 6 à 59 mois)**	**Programme de supplémentation alimentaire (filles et femmes enceintes ou allaitantes)**
Modalité	**Transferts de type monétaire**	**Produits alimentaires**	**Produits alimentaires**	**Produits alimentaires**	**Produits alimentaires**	**Produits alimentaires**	**Produits alimentaires**	**Transferts de type monétaire**	**Produits alimentaires**	**Produits alimentaires**	**Produits alimentaires**	**Produits alimentaires**	**Produits alimentaires**
Céréales	-	-	222	-	-	-	-	-	420	-		-	-
Légumes secs	-	90	48	-	-	-	-	-	100	-		-	-
Huile	-	30	14	-	-	-	-	-	30	-		-	-
Sel	-	5	3	-	-	-	-	-	5	-		-	-
Sugar	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		-	-
Farine de maïs	-	440	48	-	-	-	-	-	-	-		-	-
Super Cereal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		-	-
Super Cereal Plus	-	-	-	-	200	100	100	-	-	100	100	-	200
Micronutriments en poudre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		-	-
Plumpy'Sup	-	-	-	100	-	-	-	-	-			100	-
Total kcal/jour		2 181	1 282	535	787	394	394		2 138	394	394	535	787

RATION ALIMENTAIRE (*grammes/personne/jour*) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (*dollars/personne/jour*), PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ET PAR ACTIVITÉ													
	Effet direct 1 du PSP												
	Activité 1							**Activité 2**			**Activité 3**		
Type de bénéficiaires	**Réfugiés**	**Réfugiés – nouvelles arrivées**	**Réfugiés – distribution générale de vivres**	**Refugiés – programme de supplémentation alimentaire (enfants de 6 à 59 mois)**	**Refugiés – programme de supplémentation alimentaire (filles et femmes enceintes ou allaitantes)**	**Refugiés – santé et nutrition maternelles et infantiles (enfants de 6 à 23 mois)**	**Refugiés – santé et nutrition maternelles et infantiles (filles et femmes enceintes ou allaitantes)**	**Personnes touchées par la crise**					
								distribution générale de vivres		**Programme de supplémentation alimentaire généralisée (enfants de 6 à 59 mois)**	**Programme de supplémentation alimentaire généralisée (filles et femmes enceintes ou allaitantes)**	**Programme de supplémentation alimentaire (enfants de 6 à 59 mois)**	**Programme de supplémentation alimentaire (filles et femmes enceintes ou allaitantes)**
Modalité	**Transferts de type monétaire**	**Produits alimentaires**	**Produits alimentaires**	**Produits alimentaires**	**Produits alimentaires**	**Produits alimentaires**	**Produits alimentaires**	**Transferts de type monétaire**	**Produits alimentaires**	**Produits alimentaires**	**Produits alimentaires**	**Produits alimentaires**	**Produits alimentaires**
% de kcal d'origine protéique		10,5	11,1	10,5	16,6	16,6	16,6		11,5	16,6	16,6	10,5	16,6
Transferts de type monétaire (*dollars/personne/jour*)	0,35	-	-		-	-	-	0,41	-	-		-	-
Nombre de jours d'alimentation par an	360	30	360	90	90	360	360	90	90	90		90	90

RATION ALIMENTAIRE (*grammes/personne/jour*) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (*dollars/personne/jour*), PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ET PAR ACTIVITÉ							
	Effet direct 2 du PSP		**Effet direct 3 du PSP**				
	Activité 4		**Activité 5**		**Activité 6**		
Type de bénéficiaires	**Réfugiés et Ougandais**	**Petits exploitants agricoles**	**Enfants des écoles primaires**	**Enfants des écoles primaires**	**NutriCash – programme intégré axé sur la protection sociale**	**NutriCash – modèle visant à renforcer l'autosuffisance**	**Transferts sociaux pour les réfugiés plus âgés**
Modalité	**Transferts de type monétaire**	**Transferts de type monétaire**	**Transferts de type monétaire**	**Produits alimentaires**	**Transferts de type monétaire**	**Transferts de type monétaire**	**Transferts de type monétaire**
Céréales	-	-	-	150	-	-	-
Légumes secs	-	-	-	30	-	-	-
Huile	-	-	-	10	-	-	-
Sel	-	-	-	-	-	-	-
Sugar	-	-	-	-	-	-	-
Farine de maïs	-	-	-	-	-	-	-
Super Cereal	-	-	-	-	-	-	-
Super Cereal Plus	-	-	-	-	-	-	-
Micronutriments en poudre	-	-	-	-	-	-	-
Plumpy'Sup	-	-	-	-	-	-	-
Total kcal/jour	-	-	-	-	-	-	-
% de kcal d'origine protéique	-	-	-	-	-	-	-
Transferts de type monétaire (*dollars/personne/jour*)	1,5	100	0,200	-	0,44	0,44	0,23
Nombre de jours d'alimentation par an	40	1	192	192	365	365	365

ANNEXE VI

Liens vers les ressources techniques et connexes

Liens vers les ressources techniques et connexes

De plus amples renseignements relatifs aux opérations et aux budgets peuvent être consultés sur le portail de données sur les PSP[1].

Des informations détaillées concernant notamment les éléments ci-après y seront communiquées pour toute la durée du PSP et mises à jour chaque année:

a) les modalités de transfert pour chaque effet direct du PSP et chaque activité;

b) une vue d'ensemble des bénéficiaires, ventilés par groupe d'âge, par sexe et par statut de résidence, ainsi que des données sur les bénéficiaires ventilées par groupe de bénéficiaires, par sexe et par modalité de transfert pour chaque effet direct du PSP et chaque activité;

c) les distributions de rations alimentaires et les transferts prévus dans le cadre de chaque effet direct du PSP et de chaque activité;

d) la ventilation des transferts par modalité;

e) des informations quantitatives pour chaque effet direct du PSP et chaque activité, avec indication de la valeur en dollars É.-U. ainsi que du volume le cas échéant;

f) un plan de hiérarchisation des priorités: ajustements apportés aux plans d'exécution en fonction des perspectives de financement.

[1] Conformément à la politique en matière de plans stratégiques de pays (2016).

Liste des sigles utilisés dans le présent document

COVID-19	maladie à coronavirus 2019
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
ODD	objectif de développement durable
OIT	Organisation internationale du Travail
PSP	plan stratégique de pays
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance